

## Règlement de consultation (RC)

### Marché public de fournitures courantes n°2024-011

**Fourniture de composteurs en bois (individuels et collectifs), de bacs structurants en bois, et de pièces détachées pour Evolis 23 (23300 NOTH)**

**Lot n°3 – 2<sup>ème</sup> procédure**

**DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :**

**14 janvier 2025 à 12 h 00**

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018, les offres envoyées ou déposées sur support « papier » ne sont plus acceptées ; seul le dépôt des offres par voie électronique sur le profil de l'acheteur <https://marches-securises.fr> est autorisé.

*Document établi le 22 novembre 2024*

## TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1	ORGANISME ACHETEUR .....	3
ARTICLE 2	OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
ARTICLE 3	DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION .....	4
ARTICLE 4	COMPOSITION ET OBTENTION DU DOSSIER DE LA CONSULTATION ET DES ELEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	8
ARTICLE 5	CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS.....	10
ARTICLE 6	CONDITIONS DE REMISE DES ECHANTILLONS.....	13
ARTICLE 7	CONDITIONS DE REMISE DES PLIS.....	14
ARTICLE 8	EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	18
ARTICLE 9	OBLIGATIONS DU CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE PUBLIC .....	21
ARTICLE 10	MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT .....	22
ARTICLE 11	PROCEDURES DE RECOURS .....	22

**ARTICLE 1 ORGANISME ACHETEUR**

SYNDICAT MIXTE D'AMÉNAGEMENT DURABLE  
Les Grandes Fougères 23300 Noth  
tél. 05 55 89 86 00 / fax. 05 55 89 86 01  
SIRET 252 326 079 00073

—— www.evolis23.fr ——

**Personne habilitée à préparer, passer et exécuter les marchés en tant que représentant de l'acheteur Evolis23 :**

Le Président d'Evolis 23, Monsieur Patrick ROUGEOT, est autorisé par délégation de pouvoir général du Comité Syndical (délibération n°2022-02-032 du 29 mars 2022).

**ARTICLE 2 OBJET DE LA CONSULTATION**

<b>2.1 Contexte</b>	<p>Situé dans la Creuse, Evolis 23 est un établissement public de coopération intercommunale qui relève du code général des collectivités territoriales (CGCT). C'est un syndicat mixte fermé (regroupant des communes et des communautés de communes), à la carte (les adhérents choisissent tout ou une partie des compétences proposées) qui assure 3 pôles de compétences en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Gestion des déchets</li><li>• Voirie et Aménagement</li><li>• Et d'Assainissement (collectif et non collectif)</li></ul> <p>Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, 219 communes du territoire creusois sont adhérentes à Evolis 23.</p>
<b>2.2 Objet de la consultation</b>	<p>La présente consultation a pour objet la fourniture de composteurs collectifs de grande capacité en bois, de bacs structurants de grande capacité en bois, et de pièces détachées pour Evolis 23 (23300 NOTH) – <b>Lot n°3 – 2<sup>ème</sup> procédure</b></p>
<b>2.3 Caractéristiques techniques</b>	<p>Les caractéristiques techniques minimales sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).</p>
<b>2.4 Lieu de livraison</b>	<p>Le lieu de livraison principal est à :</p> <p>Evolis 23 – Les Grandes Fougères – 23300 NOTH</p>

## ARTICLE 3 DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION

<b>3.1 Procédure de passation</b>	<p>Une 1<sup>ère</sup> mise en concurrence allotie (3 lots) a été menée du 14 août au 16 septembre 2024 à 12h00.</p> <p>Les lots n°1 Fourniture de composteurs individuels en bois et de pièces détachées et 2 Fourniture de composteurs collectifs en bois, de bacs structurants en bois, et de pièces détachées ont été attribués par la Commission d'Appel d'Offres du 14 octobre 2024 et les marchés s'y afférents sont en cours de notification.</p> <p>Le lot n°3 Fourniture de composteurs collectifs de grande capacité en bois, de bacs structurants de grande capacité en bois, et de pièces détachées a été déclaré sans suite en date du 02 octobre 2024 pour cause d'infructuosité.</p> <p><b>La présente consultation ne concerne que le lot n°3 ;</b> elle est donc lancée pour ce lot :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cadre d'une procédure formalisée (appel d'offres ouvert - articles L.2124-2° et R.2124-2 du Code de la Commande Publique).</li> <li>- selon la technique d'achat de l'accord-cadre en application des articles L.2125-1-1°, R.2162-13 et R.2162-14 du Code précité.</li> </ul>
<b>3.2 Infructuosité de la procédure de passation</b>	<p>En cas d'infructuosité, la consultation sera relancée selon les modalités prévues au Code de la Commande Publique.</p>
<b>3.3 Marché réservé aux opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés et défavorisés</b>	<p>En application des dispositions prévues par l'article L.2113-14 du Code de la Commande Publique, Evolis 23 en sa qualité d'acheteur réserve le marché à un opérateur économique qui répond à la fois aux conditions de l'article L.2113-12 du Code de la Commande Publique et à celui qui répond aux conditions de l'article L.2113-13.</p> <p><b>Le lot n°3 objet de la présente consultation fait l'objet d'un marché réservé aux opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés ou défavorisés, ayant le statut d'entreprises adaptées (ESAT), ou d'insertion par l'activité économique telles que définies par le Code du Travail.</b></p>
<b>3.4 Allotissement</b>	<p>La présente consultation n'est pas allotie..</p>
<b>3.5 Durée du marché</b>	<p>La durée du marché est fixée à 2 ans pour la durée initiale et court à compter de la date de sa notification au titulaire. Ce marché pourra être reconduit au maximum 2 fois par périodes successives d'un an.</p> <p>Les reconductions du marché sont tacites et le titulaire ne peut s'y opposer (Article R.2112-4 du code de la commande publique).</p> <p>Seul Evolis 23, en sa qualité d'acheteur, peut décider de ne pas reconduire le marché à l'échéance prévue. Cette décision est notifiée au titulaire par le profil de l'acheteur <a href="https://www.marches-securises.fr">https://www.marches-securises.fr</a> en respectant un délai de préavis de 3 mois avant la date d'échéance de la période en cours.</p>

3.6 Type et forme du marché	L'accord-cadre issu de la consultation sera conclu avec un opérateur économique (accord-cadre mono-attributaire) et exécuté par l'émission de bons de commandes.		
	Une périodicité fixe de commandes ne peut pas être définie : les bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins.		
	Les seuils minimum et maximum du marché à bons de commandes sont fixés par périodes comme suit :		
	Lot n°3 Fourniture de composteurs collectifs de grande capacité en bois, de bacs structurants de grande capacité en bois, et de pièces détachées	Seuils	
		Minimum	Maximum
	Période initiale (2 ans à compter de la date de notification du présent marché)	10 000 € HT	60 000 € HT
	1 <sup>ère</sup> période de reconduction (1 an à compter de la fin de la période initiale du présent marché)	5 000 € HT	30 000 € HT
	2 <sup>ème</sup> période de reconduction (1 an à compter de la fin de la 1 <sup>ère</sup> période de reconduction du présent marché)	5 000 € HT	30 000 € HT
	L'émission des bons de commandes pourra intervenir jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.		
3.7 Solution de base	Les candidats doivent présenter une offre pour la solution de base conforme au Cahier des Clauses Techniques Particulières et la chiffrer obligatoirement dans leur acte d'engagement. A défaut, l'offre sera éliminée.		
	Les matériels proposés en solution de base ou en variantes doivent être neufs ; les équipements d'occasion sont interdits (sous peine d'élimination de l'offre).		
	Chaque offre ne devra comporter qu'une seule proposition de modèle. En conséquence, une offre pour la solution de base ou pour la variante autorisée contenant plusieurs modèles sera éliminée.		

<b>3.8 Variantes</b>	<p><b>3.10.1 – En plus de la solution de base, les candidats peuvent présenter une ou plusieurs variantes.</b></p> <p><b>Les variantes à l'initiative des opérateurs économiques sont autorisées</b> dans la mesure où elles respectent a minima l'usage et la destination des composteurs/bacs structurants ainsi que leur intégration paysagère et permettent une amélioration technique, financière ou de développement durable.</p> <p><b>La variante « plastique » est interdite</b> pour les composteurs et bacs structurants.</p> <p>Des variantes peuvent être proposées notamment pour faciliter les accès au dépôt de biodéchets des composteurs collectifs pour les personnes ayant des difficultés à lever les trappes « lourdes ».</p> <p>Seules les variantes comportant des caractéristiques techniques compatibles avec les objectifs poursuivis, décrits dans les conditions techniques du marché, seront prises en considération. Les variantes devront répondre aux exigences techniques minimales décrites au C.C.T.P.</p> <p><b>Chaque variante fait l'objet d'un Acte d'Engagement et d'un Bordereau de Prix Unitaires distincts de ceux établis pour la solution de base</b>, accompagnés d'un descriptif spécifique ou mémoire technique spécifique décrivant les caractéristiques de la (ou des) variante(s) proposée(s).</p> <p><b>3.10.2 - Aucune variante de l'acheteur n'est imposée.</b></p>
<b>3.9 Forme juridique du groupement</b>	<p>En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.</p> <p>Toutefois, en cas de groupement conjoint, il est demandé que le mandataire du groupement soit solidaire pour l'exécution du contrat de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. Il s'agit pour Evolis 23 de sécuriser l'exécution des prestations. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'acheteur.</p> <p>Pour tout groupement, un mandataire doit être désigné ; il sera l'unique interlocuteur pendant toute la durée du marché.</p>

<b>3.10 Conditions de participation</b>	<p>La candidature et l'offre seront présentées par un seul opérateur économique ou par un groupement momentané d'entreprises.</p> <p>Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.</p> <p>Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements ;</li> <li>- en qualité de membre de plusieurs groupements.</li> </ul> <p><b><u>Marché réservé :</u></b></p> <p>En application des dispositions prévues par l'article L.2113-14 du Code de la Commande Publique, Evolis 23 en sa qualité d'acheteur réserve le marché (lot n°3) aux opérateurs économiques qui répondent à la fois aux conditions de l'article L.2113-12 du Code de la Commande Publique et à ceux qui répondent aux conditions de l'article L.2113-13.</p> <p>Le marché relatif au lot n°3 fait donc l'objet d'un marché réservé à un opérateur économique qui emploie des travailleurs handicapés ou défavorisés, ayant le statut d'entreprises adaptées (ESAT), ou d'insertion par l'activité économique telles que définies par le Code du Travail.</p>
<b>3.11 Langue française</b>	<p>Toutes les pièces du dossier de candidature et de l'offre sont rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction certifiée, conforme à l'original par un traducteur assermenté.</p>
<b>3.12 Unité monétaire</b>	<p>Les prix sont exprimés et libellés en euros.</p>
<b>3.13 Délai de validité de l'offre</b>	<p>4 mois à compter de la date limite de réception des offres.</p>
<b>3.14 Nomenclature</b>	<p>La classification principale conforme au vocabulaire commun du marché européens (CPV) est la suivante :</p> <p><a href="#">39234000-1 : caisses à compost.</a></p>

# ARTICLE 4 COMPOSITION ET OBTENTION DU DOSSIER DE LA CONSULTATION ET DES ELEMENTS COMPLEMENTAIRES

<b>4.1 Composition du dossier de la consultation destiné aux opérateurs économiques</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le présent Règlement de Consultation (RC),</li> <li>2. L'Acte d'Engagement (AE) sous format .doc et .pdf,</li> <li>3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),</li> <li>4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.),</li> <li>5. Le Bordereau des Prix Unitaires,</li> <li>6. Le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.),</li> <li>7. Le Cadre de Réponse technique,</li> <li>8. Le modèle d'attestation sur l'honneur de non exclusion de la commande publique,</li> <li>9. Le C.C.A.G.-F.C.S., approuvé par arrêté du 30 mars 2021, est réputé connu et n'est pas joint à la consultation ; sa version est téléchargeable sur le site légifrance.gouv.fr – <a href="https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310341">https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310341</a></li> </ol> <p>En soumissionnant, les candidats sont présumés avoir pris connaissance de l'intégralité du dossier de la consultation.</p> <p>Au cours de l'établissement de leur offre, les candidats sont tenus de signaler à l'acheteur toutes les anomalies, erreurs ou omissions qu'ils auraient relevées dans les documents de la consultation.</p>
<b>4.2 Modification du dossier de consultation</b>	<p>L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail aux documents de la consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par l'acheteur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.</p> <p>Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.</p> <p>Aucune modification ne peut être apportée au dossier de consultation des entreprises (DCE) par les candidats.</p>
<b>4.3 Dématérialisation du dossier de consultation</b>	<p>Les documents de la consultation sont mis gratuitement à disposition des opérateurs économiques, <b>exclusivement par voie dématérialisée</b> (article R.2132-2 du Code de la Commande Publique). Ils sont téléchargeables sur le profil de l'acheteur à l'adresse suivante : <a href="https://www.marches-securises.fr">https://www.marches-securises.fr</a></p> <p>Numéro d'assistance : 04.92.90.93.27</p> <p>Le téléchargement partiel du dossier de consultation des entreprises, dont la version complète est mise à disposition des candidats sur le profil de l'acheteur, se fait sous l'entière responsabilité de l'opérateur économique.</p>



<b>4.4 Modalités d'échanges avec les candidats</b>	<p>L'ensemble des échanges tout au long de la procédure de passation se fera sur le profil acheteur d'Evolis23 : <a href="http://www.marches.securises.fr">www.marches.securises.fr</a> afin d'en assurer une meilleure traçabilité tels que par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Modification du dossier de consultation,</li> <li>❖ Demande de précisions complémentaires, mise au point,</li> <li>❖ Notifications des décisions (rejet, éliminé, sans suite)</li> <li>❖ Demande des attestations et certificats fiscaux et sociaux, ainsi que tous documents nécessaires à la conclusion du marché,</li> <li>❖ Notification du marché, ...</li> </ul> <p>Certains serveurs de messagerie présents dans le système informatique des candidats peuvent filtrer des envois venant du profil de l'acheteur ou de la messagerie. Les candidats doivent être vigilants sur ces points.</p>
<b>4.5 Renseignements complémentaires pendant la consultation</b>	<p>Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pour l'établissement de leur offre, les candidats feront parvenir au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres, une demande écrite et transmise exclusivement sur le profil de l'acheteur :</p> <p><a href="https://www.marches-securises.fr">https://www.marches-securises.fr</a> <i>Sur la consultation concernée : Poser une question</i></p> <p>Les réponses seront apportées au plus tard six jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>

## ARTICLE 5 CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS

### 5.1 Documents à produire par les candidats à l'appui de leur candidature

<b>5.1.1 Lettre de candidature</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.</li> <li>- Formulaire DC1 (ou tout document équivalent) dans sa dernière version, complété (<b>case à cocher pour l'attestation sur l'honneur</b>). Le DC1 est demandé pour la présentation d'un groupement.</li> </ul> <p>Le formulaire DC1 est téléchargeable à l'adresse suivante :  <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a></p>
<b>5.1.2 Capacité économique et financière</b>	<p>Formulaire DC2, dans sa dernière version, complété (ou tout document équivalent) concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles,</li> </ul> <p>Le formulaire DC2 est téléchargeable à l'adresse suivante :  <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a></p>
<b>5.1.3 Capacité technique de l'entreprise et références professionnelles</b>	<p>Formulaire DC2, dans sa dernière version, complété (ou tout document équivalent) concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement sur les trois dernières années.</li> <li>- la liste des principales fournitures fournies au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.</li> </ul>
<b>5.1.4 Habilitation à exercer l'activité professionnelle</b>	<p>Tout justificatif permettant de se porter candidat à la présente consultation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- conférant la <b>qualité d'entreprise adaptée (EA)</b> mentionnées à l'article L. 5213-13 du code du travail, d'établissements et de services d'aide par le travail mentionnés à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi que des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.</li> </ul> <p>S'agissant des EA, celles-ci doivent présenter le contrat pluri-annuel d'objectifs et de moyens valant agrément, en vigueur ou tout document équivalent.</p> <p>Ou</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- conférant la <b>qualité de structures d'insertion par l'activité économique</b> mentionnées à l'article L. 5132-4 du code du travail et à des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs défavorisés.</li> </ul>

<b>Recours aux capacités d'autres fournisseurs ou prestataires :</b> <b>5.1.1 Co-traitance (Groupement momentané d'entreprises)</b>	<p>Si le candidat est un groupement d'entreprises, les pièces demandées ci-dessus le sont pour chaque membre du groupement, <b>en plus des pouvoirs au mandant</b>. Le DC1 (ou tout document équivalent) devra mentionner le caractère du groupement (conjoint ou solidaire), désigner son mandataire habilité à les représenter, et identifier tous ses membres.</p>
<b>5.1.2 Sous-traitance</b>	<p>Le lot n°3 faisant l'objet d'un marché réservé, le titulaire n'est autorisé à présenter une éventuelle sous-traitance qu'avec une structure visée à l'article L.2113-12 du Code de la Commande Publique.</p> <p>S'agissant de marchés de fournitures, les prestations relèvent uniquement du titulaire du marché. La livraison ou le transport des produits pourront être sous-traités. De ce fait, les candidats sont invités à le préciser dans leur offre.</p> <p>En cas de sous-traitance connue lors du dépôt de l'offre, une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) devra être présentée en plus des pièces demandées ci-dessus pour chaque sous-traitant. Le candidat doit justifier qu'il dispose des capacités du sous-traitant pour l'exécution des prestations.</p> <p>En l'absence de justificatif, seuls les documents concernant le candidat seront pris en compte pour l'appréciation de son aptitude à exercer l'activité professionnelle, ses capacités économiques et financières, techniques et professionnelles au stade de la candidature. De même, au stade de l'analyse de l'offre, il ne sera pas tenu compte des éléments concernant le (ou les) sous-traitant(s) envisagé(s).</p>

Les entreprises récemment créées peuvent justifier de leurs capacités et de leurs références par d'autres moyens.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

## 5.2 Pièces à produire par les candidats à l'appui de leur offre

<b>5.2.1 Acte d'Engagement</b>	<p><b>L'Acte d'Engagement *</b> (fourni dans le dossier de consultation) complété.</p> <p>En cas de groupement, l'Acte d'Engagement est complété par la (ou les) personne(s) habilitée(s), telle(s) que désignée(s) dans l'imprimé DC1.</p>
--------------------------------	---

La **signature\* de l'Acte d'Engagement** n'est pas obligatoire. L'absence de signature ou une non-conformité de signature de l'Acte d'Engagement remis lors de la soumission d'un candidat à la présente consultation n'est pas éliminatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue sera tenu de signer l'Acte d'Engagement.

Afin d'éviter tout retard dans la notification, ainsi que toute démarche administrative supplémentaire, les candidats sont invités à signer leur offre avant de la déposer selon les préconisations du profil de l'acheteur. A défaut, ils sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le contrat (marché et/ou accord-cadre) qui sera attribué. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

Les certificats de signature électronique peuvent être longs à obtenir (un mois ou plus a minima) : il appartient donc aux candidats d'anticiper les délais nécessaires pour qu'ils se procurent un certificat de signature électronique agréé et qu'ils en testent son bon fonctionnement suffisamment tôt.

<b>5.2.2 Bordereau des Prix Unitaires BPU</b>	Le <b>Bordereau des Prix Unitaires BPU</b> (fourni dans le dossier de consultation) complété.
<b>5.2.3 Devis Quantitatif Estimatif DQE</b>	Le <b>Devis Quantitatif Estimatif DQE</b> (fourni dans le dossier de consultation) complété.
<b>5.2.4 Mémoire Technique (ou tout document équivalent)</b>	<p><b>Les prix des prestations ne doivent pas figurer dans le mémoire technique.</b></p> <p>Le <b>mémoire technique</b> est à établir par le candidat. Ce mémoire devra présenter les dispositions que le prestataire se propose de mettre œuvre pour la réalisation de la prestation telle que demandée au C.C.T.P., et permettra l'appréciation de l'offre au regard des critères de jugement des offres.</p> <p>Les pièces et spécifications attendues au <b>C.C.T.P.</b> seront à annexer à ce <b>Mémoire Technique</b> ainsi que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le cadre de réponse technique (fourni au dossier de consultation) complété,</li> <li>• Une documentation technique : <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ fiches techniques correspondant aux produits proposés,</li> <li>❖ exemplaire de notice de montage,</li> <li>❖ exemplaire de guide du compostage collectif,</li> <li>❖ une liste de pièces détachées et leur prix,</li> <li>❖ un ou plusieurs échantillons tels que prévus à l'article 6 du présent règlement de la consultation.</li> </ul> </li> </ul>
<b>5.2.5 Cahier des Clauses Administratives/Techniques Particulières CCAP et CCTP</b>	<p>En répondant à la consultation, les candidats s'engagent à avoir pris connaissance parfaitement du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) dont l'exemplaire conservé dans les Archives de l'Administration fait seul foi.</p> <p>Ces documents ne sont donc pas à remettre dans l'offre. Faisant partie intégrante du marché qui sera conclu à l'issue de la procédure, ils sont présumés acceptés sans modification par la signature de l'Acte d'Engagement.</p>

**ARTICLE 6 CONDITIONS DE REMISE DES ECHANTILLONS**

Les échantillons devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

<b>6.1 Production des échantillons</b>	<p>Afin d'apprécier la qualité de l'offre, les candidats peuvent prévoir la mise à disposition d'échantillon(s) des produits proposés répondant aux besoins d'Evolis 23.</p> <p>Ces échantillons sont fournis gratuitement par les candidats et ne pourront, en aucun cas, être facturés à Evolis 23. Les échantillons endommagés lors de l'analyse des offres ne feront l'objet d'aucune facturation et d'aucun dédommagement.</p> <p>Les échantillons seront livrés avant la date limite de réception des offres fixée à la page de garde du présent règlement de la consultation à l'adresse suivante :</p> <p style="text-align: center;">Evolis 23 Pôle Déchets – Service Prévention Les Grandes Fougères 23 300 NOTH</p> <p>Du lundi au vendredi : de 8h30 à 12h et de 13h30 à 16h.</p>
<b>6.2 Destination des échantillons</b>	<p>Les échantillons fournis devront présenter les caractéristiques techniques identiques à celles des produits finis. Ils serviront de référence pour l'analyse des offres au regard du critère de Valeur Technique.</p> <p>Les échantillons du prestataire retenu seront conservés par Evolis 23 ; ils permettront, pour toute la durée de l'accord-cadre, la comparaison qualitative des fournitures lors de la livraison des commandes effectuées.</p>
<b>6.3 Restitution des échantillons</b>	<p>Les échantillons des candidats évincés seront conservés par Evolis 23 ; ils pourront être restitués à la demande du fournisseur dans un délai de 3 mois à compter de la date limite de réception des offres et à sa charge pour le conditionnement et les frais de transport.</p> <p>Contact : Pôle Déchets - Prévention <a href="mailto:emilie.coutant@evolis23.fr">emilie.coutant@evolis23.fr</a> - <a href="mailto:cecile.jean@evolis23.fr">cecile.jean@evolis23.fr</a></p>

## ARTICLE 7 CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

<b>7.1 Transmission électronique des plis sur le profil de l'acheteur</b>	<p>La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil de l'acheteur, à l'adresse URL suivante : <a href="https://www.marches-securises.fr">https://www.marches-securises.fr</a></p> <p>La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) - à l'exception de ceux entrant dans le cadre de la copie de sauvegarde - ou sur support papier n'est pas autorisée et ne pourra être pris en considération pour le jugement des offres.</p> <p>Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis à l'acheteur.</p> <p>Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.</p>
<b>7.2 Horodatage – Heure d'arrivée des plis sur le profil acheteur</b>	<p>Tous les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Pour l'horodatage, le fuseau horaire de référence est : EUROPE/PARIS GMT/UTC + 1 en heure d'hiver ; GMT/UTC + 2 en heure d'été. Il s'agit de celui du profil de l'acheteur.</p> <p>Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception adressé au candidat par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines.</p> <p>Ce sont la date et l'heure de fin de réception des documents qui font référence (et non l'heure de début d'envoi/de téléchargement des documents).</p> <p><b>Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.</b> Le principe retenu est de considérer l'horodatage de la fin du dépôt pour déterminer si l'offre est hors délai.</p> <p>Les candidats sont invités à prévoir un délai suffisant pour la transmission électronique de leur pli sur le profil de l'acheteur.</p> <p>Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.</p>
<b>7.3 Connexion internet</b>	<p>Plusieurs précautions sont également à prendre avant le téléchargement d'une offre : vérifier la capacité de la connexion Internet haut-débit, l'espace disponible sur l'ordinateur ou encore la mise à jour des antivirus, mais aussi anticiper les risques d'« embouteillages » sur le réseau Internet au moment de l'envoi des plis.</p> <p>Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.</p> <p>La durée de l'envoi des documents de réponse vers le profil acheteur dépend très fortement de la taille du (des) fichier(s).</p>

<b>7.4 Virus</b>	<p>Les soumissionnaires s'assureront avant l'envoi de la réponse que les fichiers transmis ne comportent pas de programme informatique malveillant (virus).</p> <p>La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.</p>
<b>7.5 Copie de sauvegarde</b>	<p>Les candidats peuvent faire parvenir <b>avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document</b> une copie de de leur dossier sur support physique électronique (cd-rom, dvd-rom, clé usb) ou sur support papier.</p> <p>Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est destinée à se substituer et sera ouverte dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;</li> <li>- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.</li> </ul> <p>La copie de sauvegarde peut être transmise par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception ou remise au service contre récépissé à l'adresse suivante :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; display: inline-block;"> <b>Ne pas ouvrir</b> </div> <p style="text-align: center;"><b>Evolis 23</b>  <b>Service Marchés Publics</b>  <b>Les Grandes Fougères 23300 NOTH</b></p> <p style="text-align: center;">aux heures d'ouverture de l'Accueil :  <i>du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.</i></p> <p>L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du candidat qui peut décider ou non de l'exercer.</p>
<b>7.6 Formats de fichiers</b>	<p>Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis par les candidats dans des formats de fichiers largement disponibles de type : XLS, DOC, PDF, DXF, DWF, JPG, PPT. Le format souhaité pour les BPU, DQE et DPGF est de type .xls.</p> <p>Ne pas utiliser certains formats tels que notamment .exe, les formats vidéo ainsi que certains outils comme les macros.</p> <p>Le nommage des fichiers attendu comprend les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- limitation du nombre de caractères de chaque intitulé soit un intitulé court pour chaque fichier à privilégier</li> <li>- utilisation des lettres non accentuées, des chiffres arabes de 0 à 9, et du trait d'union.</li> <li>- exclusion des accents, du blanc, des points, du blanc souligné, et de tout autre caractère ( _ , # ...).</li> </ul> <p>Si le candidat souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par Evolis 23, il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles ».</p>



<b>7.7 Signature électronique requise en matière de marchés publics</b>	<p>Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle conforme à l'arrêté ci-après référencé. Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le format PADES (utilisable uniquement pour les fichiers au format PDF) ;</li> <li>• le format CADES (que la signature soit attachée ou séparée) ;</li> <li>• le format XADES (que la signature soit attachée ou séparée).</li> </ul> <p>L'acheteur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES. <b>La signature électronique du pli intégral ne vaut pas signature du document qu'il contient.</b></p> <p>Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS** demeurent valables jusqu'à leur expiration.</p> <p>Les candidats peuvent indifféremment utiliser un certificat appartenant à l'une des catégories figurant sur la liste publiée des produits et services qualifiés par l'ANSSI accessible via ce lien : <a href="https://www.ssi.gouv.fr/liste-produits-et-services-qualifies">https://www.ssi.gouv.fr/liste-produits-et-services-qualifies</a></p> <p>Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.</p> <p>Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.</p>
<b>7.8 Logiciel/outil de signature</b>	<p>Pour apposer sa signature, le signataire utilise l'outil de signature de son choix.</p>
<b>7.9 Vérification de la signature électronique</b>	<p>Si le signataire utilise un outil de signature autre que ceux disponibles sur le Profil d'Acheteur, alors le signataire précise dans un document de présentation de sa réponse le format de signature utilisé, le nom de l'outil de signature utilisé et indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément aux attendus de l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019.</p> <p>Les candidats sont invités à consulter également le profil de l'acheteur à la rubrique CERTIFICATS DE SIGNATURE suivante : <a href="https://www.marches-securises.fr/entreprise/?module=certs">https://www.marches-securises.fr/entreprise/?module=certs</a>.</p>
<b>7.10 Assistance technique à la dématérialisation sur le profil de l'acheteur</b>	<p><b>Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques</b>, le numéro d'assistance du profil de l'acheteur <a href="http://www.marches-securises.fr">www.marches-securises.fr</a> à la disposition des candidats est le suivant : <b>04.92.90.93.27</b>.</p>



<b>7.11 Conseil aux candidats</b>	<p>Le candidat est invité à créer son espace privé sur le profil de l'acheteur <a href="http://www.marches-securises.fr">http://www.marches-securises.fr</a> par la rubrique : « <b>SOUSSIONNAIRES CREEZ GRATUITEMENT VOTRE ESPACE PRIVE</b> ». L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .) elle permet également de bénéficier d'un service d'alerte sur les consultations. L'adresse e-mail indiquée pour le téléchargement sera la seule adresse utilisée qui servira à informer le prestataire d'éventuelles modifications au dossier de consultation ; cet e-mail doit être opérationnel et régulièrement consulté.</p> <p>L'attention des candidats est attirée sur les enjeux de l'indication de ces informations. La décision de ne pas s'identifier sur le profil de l'acheteur ou le fait d'avoir communiqué une adresse de messagerie erronée relève de l'entière responsabilité des candidats qui ne pourront élever aucune réclamation en cas de modification du dossier de consultation des entreprises dont ils ne seraient pas destinataires.</p>
<b>7.12 Re-matérialisation de l'offre</b>	<p>Compte-tenu de la complexité technique et organisationnelle que représente la mise en place de la dématérialisation totale, Evolis 23 a instauré les modalités pratiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la signature électronique de l'Acte d'Engagement par le candidat n'est pas exigée lors du dépôt de son offre sur le profil de l'acheteur ;</li> <li>- la signature électronique de l'Acte d'Engagement apposée par le candidat lors du dépôt de son offre sur le profil de l'acheteur est acceptée (sous réserve de sa vérification et de sa conformité au règlement Eidas ou équivalent).</li> <li>- en l'absence de signature électronique, en cas de fichier de compression de type .zip signé, en cas de signature électronique non valide ou en cas de signature scannée, la signature originale et manuscrite de l'Acte d'Engagement par la personne habilitée à engager le candidat sera requise lors de l'attribution et avant notification du marché.</li> </ul> <p>Ainsi, le marché pourra être signé électroniquement par le titulaire et manuscritement par l'acheteur ou manuscritement par les deux parties.</p> <p>Dans le cadre de la signature manuscrite par les deux parties, l'attributaire provisoire s'engage à procéder à la signature manuscrite de l'Acte d'Engagement sans la moindre modification de celui-ci et à le renvoyer à l'acheteur.</p> <p>La notification sera adressée par recommandé électronique sur le profil de l'acheteur : <a href="https://www.marches-securises.fr">https://www.marches-securises.fr</a></p>

## ARTICLE 8 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### 8.1 SELECTION DES CANDIDATURES

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'acheteur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

### 8.2 CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Prix des prestations	50 points
Valeur technique de l'offre	40 points
Délai de livraison	5 points
Démarche environnementale	5 points

### 8.3 EXAMEN DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

Pour la notation de chaque critère, la règle de l'arrondi avec 2 chiffres après la virgule s'appliquera :

- si le 3<sup>ème</sup> chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, l'arrondi est au centième supérieur ;
- si le 3<sup>ème</sup> chiffre après la virgule est inférieur à 5, l'arrondi est au centième inférieur.

<b>8.3.1 Cas d'erreur dans les offres</b>	<p>Pour le jugement des offres, en cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées dans l'Acte d'Engagement prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les chiffres ou les montants pourront être rectifiés en conséquence.</p> <p>Les erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) qui seraient constatées seront également modifiées, ce sont les chiffres ou les montants ainsi rectifiés qui seront pris en considération pour le jugement des offres. L'acheteur se réserve la possibilité :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- soit de demander confirmation au candidat sur les modifications apportées : en cas de refus du candidat, son offre sera éliminée comme non-cohérente,</li><li>- soit de notifier au titulaire les montants modifiés.</li></ul>
<b>8.3.2 Offres irrégulières ou inacceptables</b>	<p>Toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse et à condition que sa régularisation ne conduise pas à modifier ses caractéristiques substantielles. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.</p>

<b>8.3.3 Classement des offres</b>	<p>Pour la solution de base et la (ou les) éventuelle(s) variante(s) proposée(s) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les candidats obtiendront une note à chaque critère.</li> <li>- les notes obtenues seront ensuite additionnées pour obtenir une note totale sur 100 points. Celle-ci déterminera la place de chaque candidat dans le classement final des offres.</li> </ul> <p>L'acheteur se réserve le droit de choisir entre l'offre économiquement la plus avantageuse pour la solution de base et celle pour les éventuelles variantes proposées.</p>
<b>8.3.4 Critère PRIX DES PRESTATIONS</b> <b>50 points</b>	<p><b>Le prix des prestations ne doit pas être mentionné dans le mémoire technique.</b></p> <p>Il sera tenu compte du montant total du détail quantitatif estimatif (DQE) fixé par les candidats dans leur Acte d'Engagement.</p> <p>Le candidat ayant fait l'offre la moins-disante obtiendra la note maximale. Les candidats suivants bénéficieront d'un nombre de points inversement proportionnel à leur offre comparativement à l'offre la moins-disante selon la formule :</p> <p><i>(Montant de l'offre la moins-disante/Montant de l'offre comparée) x nombre de points maximum</i></p>
<b>8.3.5 Critère DELAI DE LIVRAISON</b> <b>5 points</b>	<p>Le délai de livraison maximum souhaité est fixé à 8 semaines pour les composteurs, et les bacs structurants.</p> <p>Ce critère sera donc apprécié en fonction du délai de livraison renseigné par les candidats dans leur Actes d'Engagement.</p>
<b>8.3.6 Critère DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE</b> <b>5 points</b>	<p>Evolis 23 est un syndicat engagé dans le respect de l'environnement et la préservation des ressources.</p> <p>Les conditions d'exécution des prestations fixées au C.C.T.P. comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte des objectifs de développement durable.</p> <p>Toute action en ce sens proposée par les candidats dans les procédés de fabrication, les matériaux utilisés, les modalités de livraison et leurs optimisations sera appréciée.</p>

<b>8.3.7 Critère VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE</b> <b>40 points</b>	La valeur technique sera appréciée au regard des caractéristiques techniques proposées par les candidats et notée de manière comparative aux éléments attendus et décrits au C.C.T.P.	
	<b>CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :</b> - matériaux constitutifs, nature des matériaux, - normes auxquelles satisfait le produit, - constitution et équipement général du composteur et du bac restructurant, - dimensions – poids - volume, - quantité livrable dans le délai de livraison fixé.	25 points
	<b>MANIPULATION ET ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS :</b> - facilités de maniabilité et de transport du kit, - facilités de montage, - description des processus de remplissage, de vidage des composteurs ; facilités d'utilisation et de praticité de récupération de compost, - garantie. - pièces de rechange (liste et tarif), - mode opératoire pour le changement des pièces.	10 points
	<b>LIVRAISON ET DE TRANSPORT</b> - modalités envisagées de livraison et de déchargement, - type de conditionnement prévu, - nombre de composteurs / bacs structurants conditionnés par palette, - emprise au sol et la hauteur d'une palette, - nombre de palettes maximal par livraison.	5 points
La meilleure note sera attribuée à l'offre dont les éléments techniques sont les plus complets et les plus pertinents au regard des attentes et des besoins d'Evolis 23.		

## ARTICLE 9 OBLIGATIONS DU CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE PUBLIC

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que l'attributaire pressenti :

- signe son Acte d'Engagement dans l'hypothèse où celui remis lors de la soumission n'était pas signé.
- produise les certificats et attestations prévus à l'article R2143.6 et suivants du Code de la Commande Publique et énumérés ci-après :

<b>9.1 Pouvoir du signataire</b>	Le représentant de l'opérateur économique mentionné dans la candidature et l'offre doit être en capacité d'engager sa société. La transmission d'un pouvoir sera nécessaire en cas de délégation de signature.
<b>9.2 Situation juridique</b>	Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
<b>9.3 Numéro unique d'identification</b>	Le numéro d'identification délivrée par l'INSEE (SIREN) permettant la récupération des informations nécessaires sur le site <a href="https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/justificatif">https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/justificatif</a>
<b>9.4 Attestation de régularité fiscale</b>	Attestation datant de moins de 6 mois, délivrée en ligne sur le portail <a href="https://impots.gouv.fr">impots.gouv.fr</a> / espace professionnels ou auprès du service des impôts. Cette dernière sera à communiquer régulièrement durant toute la durée d'exécution du marché. <i>Les formulaires n°3666 et les certificats NOT12 ne sont plus délivrés.</i>
<b>9.5 Attestations de régularité sociale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Attestation datant de moins de 6 mois délivrée en ligne sur le portail de l'URSSAF ;</li> <li>- Attestation sur l'honneur indiquant l'intention d'employer des salariés étrangers, si tel est le cas, et liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du Travail en précisant pour chaque salarié (D.8254-2 du même code) : sa date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.</li> </ul> <p>Ces attestations seront à communiquer tous les 6 mois durant toute la durée d'exécution du marché.</p>
<b>9.6 Attestation d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle</b>	En cours de validité. Cette dernière sera à communiquer régulièrement durant toute la durée d'exécution du marché.
<b>9.7 RIB</b>	Relevé d'identité bancaire ou postal.

Le délai imparti à l'attributaire provisoire par l'acheteur pour remettre ces documents sera indiqué dans le courriel qui lui sera envoyé par le profil de l'acheteur ; il ne pourra être supérieur à 10 jours.

En cas de non-production des pièces demandées dans le délai imparti, l'acheteur éliminera ce candidat en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la Commande Publique et pourra alors solliciter le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne. Si nécessaire, cette procédure pourra être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

**Cependant, afin d'accélérer la procédure, les candidats sont invités à joindre à leur offre les pièces administratives précitées.**

## **ARTICLE 10 MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT**

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes par les ressources propres d'Evolis 23

- sur le budget annexe Gestion Déchets
- et par le subventionnement de :
  - ❖ la Région Nouvelle-Aquitaine pour l'opération « Déploiement du compostage en Creuse » - AAP EPCI » ;
  - ❖ l'ADEME au titre du FV TRIBIO – MOE – Généralisation de la gestion de proximité des biodéchets sur le territoire d'Evolis 23.

Les sommes dues au titulaire du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par l'acheteur que celles-ci soient simultanées ou postérieures à l'exécution des prestations auxquelles elles se rapportent.

Le paiement s'effectuera par virement après mandat administratif.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au C.C.A.P, ils doivent le préciser dans leur acte d'engagement.

## **ARTICLE 11 PROCEDURES DE RECOURS**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Limoges  
1 cours Vergniaud  
87000 LIMOGES Cedex

Tél : 05.55.33.91.55 - Télécopie : 05 55 33 91 60 - Courriel : [greffe.ta-limoges@juradm.fr](mailto:greffe.ta-limoges@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 – R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus aux articles R. 551-7 à R.551-10 du CJA.

Le contrat signé peut être contesté par la voie d'un référé contractuel en vertu de l'article L. 551-13 du Code justice administrative. Ce recours n'est pas ouvert au demandeur ayant fait usage du référé précontractuel dès lors que l'acheteur aura respecté la suspension prévue à l'article L. 551-4 du Code justice administrative et se sera conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours.

- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à:

Tribunal Administratif de Limoges  
1 cours Vergniaud  
87000 LIMOGES Cedex

Tél : 05 55 33 91 55 - Télécopie : 05 55 33 91 60 - Courriel : [greffe.ta-limoges@juradm.fr](mailto:greffe.ta-limoges@juradm.fr)

qui peut être saisi au choix par papier et/ou l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)